La sécurité, la propriété, on avait vu que c'étaient des libertés fondamentales d'après la déclaration des droits de l'homme (art. 2). C'est inspiré de Rousseau.

Ces libertés là, elles n'existent pas dans l'état de nature, puisqu'il n'y a ni sécurité puisque n'importe qui peut me tuer sans craindre le pouvoir de l'Etat, et pas de propriété non plus, juste des possessions précaires. Ce sont donc **des libertés conventionnelles**, des libertés civiles, qui n'existent que dans la société.

P. 56, Rousseau oppose liberté naturelle et liberté conventionnelle.

La liberté naturelle est celle dont on jouit dans l'état de nature : c'est la liberté de faire tout ce que je veux, tout ce que je peux faire, sans avoir de compte à rendre à personne.

Donc, ça peut être pour moi la liberté de tuer, de violer, de voler, quand ça me chante.

Maintenant, on voit que par le contrat social, **l'homme abandonne cette liberté, mais il en conquiert une nouvelle : la liberté civile, la sécurité, la propriété**, c'est-à-dire non plus la liberté de tuer, de violer, de voler, mais la liberté qui consiste à ne pas se faire tuer, ne pas se faire violer, ne pas se faire voler. Voilà la vraie liberté conventionnelle, humaine.

Rousseau revient sur cette distinction entre les deux libertés en I, 8.

Et aussi II, 4 : « Ces distinctions une fois admises, il est si faux que dans le contrat social il y ait de la part des particuliers aucune renonciation véritable, que leur situation, par l'effet de ce contrat se trouve réellement préférable à ce qu'elle était auparavant, et qu'au lieu d'une aliénation, ils n'ont fait qu'un échange avantageux d'une manière d'être incertaine et précaire contre une autre meilleure et plus sûre, de l'indépendance naturelle contre la liberté, du pouvoir de nuire à autrui contre leur propre sûreté, et de leur force que d'autres pouvaient surmonter contre un droit que l'union sociale rend invincible. »

Maintenant, on peut se demander si tous les individus ont véritablement intérêt au pacte social. Tous les individus ne possèdent pas la même chose, donc ils semblent n'avoir pas intérêt identiquement à ce que les biens soient protégés.

Chacun donne tout, mais plus ce tout est riche, plus on a intérêt à l'aliéner pour qu'il soit protégé par la communauté. Ceux qui ont peu donnent tout, mais ils ont moins d'avantage dans la mesure où ils n'ont que peu de chose à protéger.

En fait, Rousseau refuse cet argument. Certes, les lois sont utiles à ceux qui possèdent et nuisibles à ceux qui n'ont rien. Mais précisément, **personne n'a rien, tout le monde possède quelque chose, donc les lois sont utiles à tous**.

Tout le monde a quelque chose à aliéner à la communauté pour le faire protéger, et si ce ne sont pas des biens matériels, ce sera toujours au moins son propre corps et sa propre vie. C'est bien ce que montre l'extrait de II, 4. Le contrat social est donc avantageux pour tout le monde.

Paragraphe 9 :

Maintenant, l'autre problème consiste à savoir qui va diriger la société fondée par le contrat ? Comment cette société doit-elle être dirigée ?

C'est le problème de la gestion politique de la société :

Comment la communauté peut-elle prendre conscience de ce qu'elle veut ? Et **comment la somme des individus qui ont chacun une volonté particulière, c'est-à-dire qu'ils veulent des choses différentes, comment cette somme peut faire une volonté générale cohérente, qui sait ce qu'elle veut ?**

La réponse de Rousseau, c'est la solution démocratique : c'est **la volonté générale** qui doit diriger la vie en société.

D'où la formule du contrat social : « Chacun de nous met en commun sa personne et toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté générale ; et nous recevons en corps chaque membre comme partie indivisible du tout ».

Ce tout dont chaque contractant devient un membre indivisible, c'est le peuple.

Et la volonté générale, c'est la volonté du peuple.

Cette volonté générale qu'est-ce que c'est ? Ce n'est pas la volonté de tous, ce n'est pas la somme des volontés particulières. L'idéal serait que la volonté qui dirige l'Etat soit la volonté de tous, mais ce n'est pas possible.

Pour une raison simple : nous voulons des choses différentes, donc additionner nos volontés ne peut pas faire une volonté générale.

Il faut qu'il y ait une volonté générale unique et cohérente qui donne une direction.

Cette volonté générale, ce n'est pas la volonté de tous, c'est la volonté de la majorité.

La majorité, c'est la moitié des gens plus une personne.

L'objection qu'on fait souvent à la démocratie consiste à dire qu'elle est la dictature de 51% des gens sur les 49% restants.

Aux yeux de Rousseau, l'objection ne tient pas. En réalité, **avant toute élection il y a quelque chose sur lequel tout le monde est d'accord, c'est sur le fait que celui qui a la majorité est élu. La loi de la majorité, elle fait l'objet d'un consentement à l'unanimité, sinon il ne pourrait pas y avoir d'élection.** Le contrat social, c'est ce consentement unanime à la loi de la majorité.

Cf. p. 146- 147 (IV. II « Des suffrages ») : « Il n'y a qu'une seule loi qui par sa nature exige un consentement unanime. C'est le pacte social : car l'association civile est l'acte du monde le plus volontaire (...) Hors de ce contrat primitif, la voix du plus grand nombre oblige toujours tous les autres ; c'est une suite du contrat même. »

Cf. aussi I, 5, p. 55 : « En effet, s'il n'y avait point de convention antérieure, où serait, à moins que l'élection ne fût unanime, l'obligation pour le petit nombre de se soumettre au choix du grand (...) La loi de la pluralité des suffrages est elle-même un établissement de convention, et suppose au moins une fois l'unanimité ».

Par conséquent, 100% des électeurs sont d'accords pour que soit élu celui qui obtient 51% des suffrages, ce n'est donc pas une dictature. Celui qui est élu avec 51% des voix est élu par 100% des électeurs, et c'est pour cette raison que son pouvoir est légitime.

Reprise de l'objection de la tyrannie des 51% :

Cf. IV, 2, p. 147 : « Comment les opposants sont-ils libres et soumis à des lois auxquelles ils n'ont pas consenti ? Je réponds que la question est mal posée. Le citoyen consent à toutes les lois, même à celles qu'on passe malgré lui, et même à celles qui le punissent quand il ose en violer quelqu'une. La volonté constante de tous les membres de l'Etat est la volonté générale ; c'est par elle qu'ils sont citoyens et libres ».

L'élection est donc la bonne méthode de gouvernement, c'est par elle que la volonté générale prend conscience d'elle-même. Ca veut dire que tant que les élections sont organisées de manière régulière, la volonté générale ne peut jamais se tromper.

L'élection révèle à coup sûr ce qui est la volonté générale. Autrement dit, la volonté générale ne se trompe jamais. C'est la question du II, 3 : « Si la volonté générale peut errer ». Errer, ca

veut dire se tromper. La réponse de Rousseau ouvre le chap : « la volonté générale est toujours droite ».

Les conditions pour que l'élection soit régulière :

1. la pluralité des candidats possibles.
2. toutes les voix doivent avoir le même poids.
3. le vote doit être secret.
4. les gens qui se présentent doivent avoir les mêmes possibilités de faire connaître le contenu de leur programme.
5. les électeurs doivent avoir assez de discernement pour choisir librement.

Ce cinquième point cela suppose une éducation politique, la possession des outils pour comprendre les enjeux de la politique. L'éducation, c'est donc une instance fondamentale de la démocratie pour former des citoyens, car l'école donne les outils pour être libre et choisir en connaissance de cause. La formation du citoyen est la tâche première de l'éducation. Ce qui suppose encore d'autres conditions : elle doit être gratuite, laïque, obligatoire et nationale.

Pour autant que ces cinq conditions sont respectées, **la volonté générale ne peut pas se tromper sur ce qu'elle veut, le résultat de l'élection est donc le meilleur.**

Le problème que cela pose, c'est la possibilité pour la volonté générale d'élire des dictateurs.

Par exemple, en Algérie, quand il y a eu des élections libres en 1991, les candidats du FIS, le front islamique du salut, ont obtenus très largement la majorité des voix. Le problème, c'est que le FIS est un parti fondamentaliste qui veut abolir la démocratie et faire de l'Algérie une théocratie islamique. Que faut-il faire dans un cas comme celui-ci ?

Les généraux algériens ont annulé les élections et ont fondé un comité d'Etat. Depuis, il n'y a plus vraiment de démocratie en Algérie, les élections sont truqués et le président n'est qu'une marionnette dans les mains des généraux qui tiennent le pays par la force.

On voit qu'un parti non-démocratique peut venir au pouvoir démocratiquement, c'est aussi le cas de Hitler en 1933. Dans ce cas là, on ne sait pas vraiment quoi faire et en vérité c'est un problème insoluble.

La volonté générale ne peut pas se tromper dit Rousseau, et c'est vrai. La volonté générale du peuple algérien, c'était bien de porter le FIS au pouvoir, il n'y avait pas d'erreur. On peut dire que la volonté générale du peuple, c'est d'abolir la démocratie. Le peuple ne veut pas de la démocratie, donc tant pis. En réalité, ça pose problème, car le peuple devrait avoir le droit de changer d'avis, mais si le FIS arrive au pouvoir, il n'y aura plus d'élections.

On n'a donc que de mauvaises solutions face à cette difficulté de la démocratie :

- annuler l'élection > mais c'est anti-démocratique car on ne respecte pas la volonté générale.
- Laisser la démocratie être supprimée > mais c'est anti-démocratique aussi.

Les deux solutions sont anti-démocratiques, on n'a pas de solution démocratique efficace pour protéger la démocratie contre ses ennemis.

La seule solution démocratique possible, mais elle n'est pas toujours efficace, c'est de faire en sorte que ça n'arrive pas, grâce à l'éducation politique à l'école.

Paragraphe 10 :

L'effet du pacte : ce qui surgit : un corps collectif indivisible.

Contrat social
V
Corps moral et collectif (cit, *polis*)
Rpublique

Etat (passif)	Souverain (actif)	Puissance (� l'égard de l'étranger)
------------------	----------------------	--

Rpublique > du latin *res publica*, la chose publique, celle qui appartient tous. Son autre nom, c'est la cit, du grec *polis*, qui donne politique. Le citoyen, littralement, c'est le membre de la cit, qui n'est donc pas une ville. On peut tre citoyen sans tre citadin.

Ce corps politique commun, Rousseau lui donne une triple dtermination :

- **Etat** : cela dsigne **l'ensemble des institutions qui sont un moyen pour l'existence relle de la communaut, et qui permettent la rpublique d'agir. Passif**, car l'Etat est **un moyen, c'est l'instrument** du souverain. L'Etat rpublicain est compos des **quatre** institutions fondamentales que sont **l'cole, la justice, la police et l'arme**. L'cole, on a vu pourquoi c'est fondamental, la justice, elle fait appliquer le droit, la police, c'est la force au service du droit. On a vu que la force ne fait pas le droit, mais en retour le droit a besoin de la force. Sans la force, il n'est rien. Si on peut violer les lois et qu'il ne se passe rien, c'est comme s'il n'y avait pas de loi du tout. L'arme, enfin, c'est la force qui protge de l'extrieur. (ce qui signifie que contrairement ce qu'on lit partout, l'cole est une institution, pas un service public).
- **Souverain** : c'est **le dtenteur de la souverainet. Le souverain, c'est celui qui dcide de lui-mme partir de lui-mme**. La rpublique est souveraine, puisqu' travers les lections, elle dcide d'elle-mme partir d'elle-mme : c'est son activit lectorale, et lgislatrice. **En dmocratie, le peuple est souverain, c'est lui qui s'exprime travers la loi. L'acte du souverain, c'est la loi.**
- **Puissance** : cela relve du **lexique de la force, plus du lexique du droit**. Comment ca se fait que la force revient alors qu'on a dit que le contrat social fait passer des rapports de force dans l'tat de nature aux rapports de droits dans l'tat civil ? La rpublique est une puissance l'gard des autres nations. **Les rapports d'Etats Etats ne sont pas rgis par le droit mais par la force**. La politique internationale est faite de rapports de force entre Etats. **Autant l'tat de nature entre les individus, on ne l'a jamais vu, car tout individu vit dans une communaut, autant pour les Etat, c'est l'tat civil qu'on n'a jamais vu et c'est l'tat de nature qui est bien rel.**

Les rapports entre Etats sont des rapports de force. Quand ils se battent, c'est la guerre, quand ils ont des rapports non-violents, c'est la paix.

De ce point de vue, il faudrait pour qu'il n'y ait plus de guerre, **faire en sorte que les Etats sortent de l'tat de nature pour entrer dans un tat civil international qui rglerait leurs rapports par le droit, et plus par la guerre**. C'est une ide qu'on trouve chez **Kant** qui a crit la fin du 18me sicle un texte qui s'appelle le *Projet de paix perptuelle*. Il parle de la ncessit pour les Etats de former une **Socit des nations**. **Ce sont ces ides de Rousseau et de Kant qui sont l'origine de la SDN, puis de l'ONU**. Simplement, l'ONU, ce n'est pas

encore un état civil entre les nations, puisqu'il n'y a pas d'égalité à l'ONU, tous les membres n'ont pas le même statut. Il y a cinq membres permanents au conseil de sécurité qui ont un droit de veto. Ce n'est donc **qu'un pur rapport de force déguisé derrière des institutions.**

La conséquence du contrat du point de vue des individus, c'est la formation d'un peuple. Le contrat social, c'est « l'acte par lequel un peuple est un peuple » (I, 5). Il a deux déterminations :

- les **sujets**, qui sont **passifs**, car ils obéissent aux lois.
- Les **citoyens**, qui sont **actifs**, car ils font les lois, ils légifèrent.

Dans une démocratie, le peuple obéit aux lois qu'il a lui-même fait, donc il est libre, il est autonome, au sens étymologique du terme.

On revient à la question fondamentale de la liberté : on a demandé, quand Rousseau a posé le problème :

- Renoncer à sa liberté, c'est renoncer à sa qualité d'homme. I, 4
- Donc, il faut entrer en société en restant aussi libre qu'auparavant.

Comment est-ce possible ? Est-ce que ça veut dire que chacun fait ce qu'il veut, est libre de tout faire ? Non, car alors la société est impossible et on reste dans l'état de nature.

La solution, c'est d'obéir aux lois, mais pas à des lois qui ont été faites par un roi, où je n'aurais aucun mot à dire, sinon je perdrais ma liberté : donc obéir aux lois que j'ai participé à créer, obéir aux lois qui sont le produit de la volonté générale.

D'où cette définition capitale de la liberté dans le I, 8.

« L'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté », Rousseau, *Contrat social*, I, 8.

La liberté politique, ce n'est pas faire n'importe quoi sans avoir de compte à rendre, c'est obéir à la loi qu'on a fait soi-même, donc obéir à soi-même.

C'est ce qu'on appelle l'autonomie : *auto* c'est soi-même, *nomos*, c'est la loi. Donc c'est être à soi-même sa propre loi.

C'est cela la liberté civile, c'est l'autonomie et non pas faire n'importe quoi comme ça nous chante.

Faire n'importe quoi, tout ce qu'on veut sans rendre de compte à personne, c'est ce qu'on appelle l'indépendance, et ça correspond à la liberté naturelle, celle dont on jouit dans l'état de nature.

On voit donc que dans le contrat social, on ne perd pas la liberté, on gagne l'équivalent de tout ce qu'on perd comme il dit au paragraphe 8 : j'abandonne ma liberté naturelle, mon indépendance, mais je gagne l'équivalent en liberté civile, c'est-à-dire en autonomie.

Cf. I, 8, p. 61 : « Ce que l'homme perd par le contrat social, c'est sa liberté naturelle et un droit illimité à tout ce qui le tente et qu'il peut atteindre ; ce qu'il gagne, c'est la liberté civile et la propriété de tout ce qu'il possède ».

Quand on obéit à la loi, on est libre parce que on obéit à la loi établie par la volonté générale.

Mais alors, si on désobéit à la loi, que se passe-t-il ? Est-ce qu'on est libre ?

Eh bien, non !

Celui qui viole la loi n'est pas libre, il ne s'obéit plus à lui-même. La loi est l'expression de la volonté générale, celle à laquelle il veut se soumettre dans le pacte social. Donc en violant la loi, il ne fait pas ce qu'il veut, il fait le contraire de ce qu'il veut, donc il n'est pas libre ! Il désobéit à lui-même !

Dans ces conditions puisque condamner, punir un individu, c'est le forcer à obéir à la loi, donc à la volonté générale, c'est le forcer à obéir à la loi qu'il s'est prescrite : on le force à être libre ! C'est pour cela que la punition doit **forcer l'individu à être libre**.

Cf. le passage essentiel de I, 7, p. 60 : « Afin donc que le pacte social ne soit pas un vain formulaire, il renferme tacitement cet engagement qui seul peut donner de la force aux autres, que quiconque refusera d'obéir à la volonté générale y sera contraint par tout le corps : ce qui ne signifie autre chose sinon qu'on le forcera d'être libre ».

C'est **paradoxal**, parce que spontanément la force, c'est la contrainte, donc ça semble être le contraire de la liberté : si on me contraint, on me force à quelque chose, alors on n'est pas libre.

Qu'est-ce que ça veut dire ? On est forcé à être libre, donc on n'est pas libre d'être libre ou pas.

Dans une société démocratique, qui défend la liberté, on est libre de tout, sauf d'être libre : libre, on est forcé de l'être, on n'a pas le choix. Pourquoi ? Souvenez-vous de I, 4 : « Renoncer à sa liberté, c'est renoncer à sa qualité d'homme ». C'est interdit ! On est forcé d'être libre.

Punir quelqu'un, c'est **le forcer à faire ce qu'il a dit qu'il ferait, c'est le forcer à respecter la loi qu'il a lui-même contribué à établir, donc c'est bien le forcer à être libre**.

(cf. des débats contemporains : faut-il interdire la burqa ? La question est de savoir si on a le droit de s'aliéner librement ou bien si on doit les forcer à être libre. Rousseau montre qu'**on n'est pas libre d'être libre**, on doit nous forcer à l'être, c'est la tradition républicaine française. Une autre tradition, libérale, dira plutôt qu'**on est libre de n'être pas libre**, ça correspond à la tradition des pays anglo-saxons, où on ne pose pas de problème par rapport à la burqa).

Cette force, c'est quoi ? Ça vaut pour la police et la justice, mais aussi pour l'armée et l'école. **L'armée force les individus à se battre au front, mais pour que la république reste libre**. De même, **on force les enfants à aller à l'école et à travailler, mais pour former des citoyens, donc pour être libre**. (le professeur qui sanctionne un élève, il le force à être libre : il veut pas l'empêcher d'être libre !)

Mais on voit que **la condition de la liberté, c'est que la loi soit l'expression de la volonté générale**. C'est comme cela que la définit Rousseau, et cette définition est reprise telle quelle en 1789 dans la *Déclaration des droits de l'homme* : art. 6.

Pour cette notion de loi, voir II, 4 et 6. Il définit l'isonomie dont on avait, parlé, l'égalité de tous devant la loi qui est à l'art. 6 « elle doit être la même pour tous ».

Rousseau écrit, p. 71 : « La volonté générale, pour être vraiment telle doit l'être dans son objet ainsi que dans son essence, elle doit partir de tous pour s'appliquer à tous ».

Elle doit partir de tous : ça veut dire égalité de tous les citoyens, ils doivent **tous avoir le droit de vote** pour participer de manière égale à la loi, sinon ce n'est pas la volonté générale qui s'exprime, c'est une volonté particulière, celle des riches par exemple, dans une oligarchie où il y a un suffrage censitaire. Rousseau écrit cela en 1762, c'est d'une incroyable modernité alors qu'à l'époque il n'y a aucune élection en France, et ce n'est qu'en 1944 que les femmes, qui constituent la moitié de notre peuple, auront le droit de vote.

Elle doit s'appliquer à tous, ca veut dire l'égalité en droit, l'égalité de tous les citoyens devant la loi : personne ne peut s'exclure de la loi en disant, ca ne s'applique pas à moi. Interdiction des privilèges des aristocrates, qui existent encore en 1762 : Rousseau est un inspirateur majeur de la révolution française. La république française, elle est d'inspiration rousseauiste.

Sur cette égalité devant la loi, il revient p. 72 : « le pacte social établit entre les citoyens une telle égalité qu'ils s'engagent tous sous les mêmes conditions, et doivent jouir tous des mêmes droits. Ainsi, par la nature du pacte, tout acte de souveraineté, c'est-à-dire tout acte authentique de la volonté générale oblige ou favorise également tous les citoyens, en sorte que le Souverain connaît seulement le corps de la nation et ne distingue aucun de ceux qui la composent ».

Refus des distinctions : pas de noblesses, pas de castes : il y a un corps indivisible qui est le peuple.

C'est à cette condition qu'il y a liberté, cf. quelques lignes plus bas : « Tant que les sujets ne sont soumis qu'à de telles conventions (les lois qui viennent de tous pour s'appliquer à tous), ils n'obéissent à personne, mais seulement à leur propre volonté » > c'est l'autonomie dont on a parlé, ils obéissent à eux-mêmes, donc ils sont libres.

L'autre chapitre sur ce sujet, c'est II, 6 « De la loi », qui reprend cette idée.

Cf. p.77 : « quand tout le peuple statue sur tout le peuple il ne considère que lui-même, et s'il se forme alors un rapport, c'est de l'objet tout entier sous un point de vue à l'objet tout entier sous un autre point de vue, sans aucune division du tout. (...) c'est cet acte que j'appelle une loi. »

C'est le peuple qui statue sur tout le peuple : c'est le rapport du peuple comme Souverain au peuple comme Sujet. > c'est ca la loi comme expression de la volonté générale.